

publics, surtout en ce qui concerne la province de Terre-Neuve. Par exemple, je note que pour l'année financière 1967-1968 des crédits de 4.8 millions ont été affectés par le service du génie des ports et rivières à la construction, l'acquisition, les réparations, et améliorations importantes, à la préparation de plans relativement aux ouvrages des ports et rivières. Cette année le total de ces crédits est d'un peu plus de 3 millions, soit près de 2 millions de moins. Autrement dit, il est réduit de près de la moitié de ce qu'il était l'an dernier.

● (9.30 p.m.)

Je remarque aussi avec une certaine réserve la déclaration du ministre à propos de l'atténuation des tendances inflationnistes. Cela a déjà été relevé par un certain nombre de députés. Je fais de grandes réserves à ce sujet, car il me semble contradictoire de parler de développement régional d'une part, ce qui sous-entend certains arrangements ou programmes spéciaux, tandis que d'autre part, on parle de restreindre les programmes de travaux et les dépenses.

Le ministre chargé du développement régional a fait la semaine dernière, devant le Conseil économique des provinces atlantiques, une déclaration où il a évoqué les grands problèmes auxquels le gouvernement doit faire face lorsqu'il veut encourager le développement régional. Le problème est double: il faut d'une part, favoriser la croissance tandis que de l'autre, il semble nécessaire de décourager les tendances inflationnistes dans des régions comme celles du centre du Canada.

C'est une véritable gageure car tout programme gouvernemental qui est adopté sur une base nationale, sans qu'il soit tenu compte des programmes régionaux, ne peut manquer d'avoir un effet défavorable sur des régions comme celle des provinces atlantiques. Le ministre chargé du développement régional en est parfaitement conscient. Le ministre des Travaux publics n'ignore pas non plus, j'en suis sûr, que nous ne pouvons accepter une politique nationale et une réduction des programmes et des dépenses au détriment du développement régional.

Le ministre du développement régional a dit qu'il est difficile d'essayer de freiner les tendances inflationnistes au Canada tout en fournissant de l'emploi dans la région atlantique. Évidemment, il faudrait amplifier les programmes et accroître les dépenses gouvernementales. C'est là une des grandes contradictions entre les diverses formes d'activité des ministères de l'État.

Depuis deux semaines, je remarque que presque toutes les déclarations émanant des banquettes ministérielles portent sur la réduction des dépenses et l'équilibre des budgets. On parle de réduire les dépenses. Les prévisions budgétaires présentement à l'étude comportent une réduction de dépenses de près de la moitié dans un secteur restreint. La mesure entre en conflit avec la politique actuelle du gouvernement, qui est de pourvoir au développement régional.

Au moment de prendre la parole aujourd'hui, je suis presque tenté de me lancer dans les menus détails, et je le ferais si le temps me le permettait, afin d'offrir à la Chambre une tournée panoramique de ma circonscription. Je ne serais sûrement pas critiqué, car c'est Jack le marin, je crois, qui était expert à faire faire aux députés une tournée panoramique de sa région. Je représente justement à peu près la même région. Je présume que les députés connaissent bien la circonscription appelée maintenant Gander-Twillingate comprenant une partie de Green Bay, dans le district provincial, et Notre Dame Bay et Bonavista Bay.

Je pourrais signaler les divers besoins des collectivités principales et secondaires de la région et je le voudrais bien, mais je dois tenir ma promesse d'abréger mes remarques. Cela permettra à d'autres députés de porter certains de leurs problèmes à l'attention du ministre. J'espère que si je m'abstiens de faire une tournée panoramique, le ministre accordera un peu plus de considération à mes demandes qui lui parviennent chaque jour. Le temps ne me permet pas de préciser les besoins nombreux et variés de ces villages de pêcheurs le long de la baie Notre-Dame et de la région septentrionale de Bonavista.

Je représente trois îles de la baie Notre-Dame, avec une population de 15,000 âmes qui vivent presque uniquement de la pêche. Voilà un secteur au sujet duquel le ministre peut me montrer, comme il le fera j'en suis certain, que la juste société mènera à quelque chose de tangible et que bon accueil sera fait aux très modestes demandes que nous avons présentées. Nous ne songeons pas à des dépenses énormes de plusieurs millions de dollars; nous voulons un ensemble de réalisations qui aura pour résultat de stimuler la pêche dans la région atlantique.

Le ministre recommanderait sans doute à ses fonctionnaires locaux et régionaux la mise en œuvre de bon nombre des projets dont je lui ai parlé. Permettez-moi de faire une réserve importante au sujet d'un point particulier signalé à ses services. Je représente l'importante ville de Gander, à Terre-Neuve, qui est dotée d'un aéroport international. C'est une des plus belles villes de tout le Canada, et si le gouvernement lui accordait le moindre